

A PROPOS DE LA COMPARAISON ABUSIVE AVEC 1936

Dans le débat actuel qui occupe les communistes sur leur projet et leur stratégie, je ne partage pas l'opinion selon laquelle nous serions dans une situation similaire aux années 30, même si la situation actuelle est lourde de dangers. En politique, il faut d'abord se méfier des arguments historiques. Bien sûr les repères historiques sont les bienvenus mais attention à l'instrumentalisation. La nécessité d'un parti communiste est fondée sur la situation de crise actuelle du capitalisme et son incapacité à résoudre les graves défis anthropologiques et écologiques auxquels nous sommes confrontés. L'existence d'un parti communiste est liée à l'efficacité de son projet et de ses choix politiques. L'histoire ne se répète pas deux fois ou alors comme l'écrivait Marx d'abord comme une tragédie puis ensuite comme une farce.

Ces précautions majeures mises à part, j'aimerais relever quelques arguments qui prennent l'histoire à témoin pour justifier l'orientation proposée par le conseil national, avec laquelle je suis en désaccord et qui m'a conduit à signer le texte ambition-communiste.fr. Ces arguments sont pour beaucoup inexacts voire faux. L'époque qui sert de référence est celle de l'Allemagne et de la France des années 1930. La démonstration porte sur l'attitude du parti communiste allemand qui aurait été responsable du fait de son sectarisme de l'arrivée au pouvoir d'Hitler contrairement au PCF qui par l'initiative du Front populaire aurait ouvert une page nouvelle de l'histoire débouchant sur des acquis sociaux sans précédent.

D'abord, il faut un peu de mesure dans l'expression, les communistes allemands ne sont pas responsables du nazisme, ils ont au contraire été le principal obstacle à la victoire hitlérienne et les premières victimes du nouveau régime. Ils ont certes décliné une orientation d'affrontement avec la social-démocratie mais cette dernière s'était engagée dans une politique dangereuse qui l'a conduite à ne pas présenter de candidat à la présidentielle, en soutenant contre le candidat communiste, le candidat de la droite nationaliste Hindenburg, celui-là même qui nommera Hitler chancelier. Hitler n'a pas été élu, il a été nommé par Hindenburg avec le soutien de la droite majoritaire car justement le KPD était en progrès et menaçait les intérêts de la bourgeoisie. On ne peut donc pas faire comme si tout avait dépendu des communistes allemands et de leur sectarisme.

Tirant effectivement et avec raison les leçons de la tragédie allemande, l'Internationale Communiste décide alors que ses sections doivent tendre la main aux partis socialistes, puis le PCF propose l'élargissement de l'alliance aux radicaux. Nombre de camarades partisans des primaires de toute la gauche ou d'un seul candidat à gauche pour faire face au FN y voit là la justification historique de leur choix. Pourtant, la situation est bien différente d'avec celles des années 1930.

Première différence, si le parti socialiste s'était débarrassé en 1933 de son aile droite, celle que l'on a qualifié de néo-socialiste, au dernier congrès du parti socialiste les amis de Martine Aubry ont soutenu la motion Valls-Cambadélis. Deuxième différence, dans les années 1930, le parti socialiste était porteur d'un véritable projet réformiste. Qui peut citer actuellement une proposition de réforme progressiste du PS ? Bien au contraire, il ne cesse de défendre des propositions régressives. Si le parti socialiste à l'époque est enraciné dans les milieux populaires, aujourd'hui ses fédérations les plus populaires du Nord-Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône sont en perte de vitesse ou se sont fracassées dans des affaires de corruption. Surtout, comme le montre toutes les études sociologiques, les membres de sa direction et de son groupe parlementaire sont issus du sommet de l'appareil d'État et/ou de la bourgeoisie économique.

Ensuite et cela a une importance majeure, le Front populaire était une initiative communiste, nous avons subi et pas anticipé celle des primaires. Dans les deux années qui précèdent l'accord électoral de 1936, le PCF est en dynamique, les nouveaux adhérents affluent, ses militants gagnent

progressivement la majorité dans les fédérations syndicales de la CGT tout juste réunifiée. Les intellectuels communistes jouent un rôle majeur dans l'effervescence culturelle et sociale et le mouvement antifasciste. En un mot, le PCF représente dans l'ordre politique l'essentiel du courant révolutionnaire. Aujourd'hui, le courant transformateur qui s'était réuni dans le Front de Gauche est à nouveau en proie à la division et est donc guetté par la marginalisation. L'un des enjeux de 2017, c'est sa présence unie aux présidentielles et aux législatives.

En 1936, la vie politique n'est pas structurée par l'élection présidentielle mais par les législatives et s'il y a un accord électoral entre les partis du Front populaire autour d'un programme que l'on pourrait qualifier de minimum, c'est seulement un accord de second tour pour le désistement – ce que l'on a peine à imaginer aujourd'hui où l'on se désiste la plupart du temps au nom de la discipline républicaine. Chaque parti est allé au premier tour avec son programme. Cela signifie donc qu'aux législatives de 1936, il y eut un candidat révolutionnaire donc communiste à cette date dans toutes les circonscriptions. La base commune nous propose d'aller vers un seul candidat de la gauche au nom du danger FN. Cela n'a pas été fait en 1936 et autre différence majeure, si le parti socialiste était alors dans l'opposition, il est aujourd'hui au pouvoir et c'est sa politique de régression qui fait monter le FN.

Plus profondément encore, les acquis de 1936 nés dans le contexte du mouvement de grève de mai-juin 1936 s'inscrivaient dans une logique de redistribution et de relance par la demande inspirée par Keynes et le New Deal de Roosevelt. Elles avaient une efficacité dans des économies encore essentiellement nationales. Nous n'en sommes plus là aujourd'hui avec la mondialisation et la financiarisation. Ce changement d'époque explique d'ailleurs la crise actuelle de la social-démocratie européenne qui s'était construite autour des solutions de redistribution. Dans l'impasse, elle choisit de se droitiser et ne voit de perspective que dans le libéralisme économique.

Aujourd'hui, si nous avons besoin de mesures de redistribution, il faut surtout des solutions de haute portée, des solutions de partage des pouvoirs et de socialisation. Se contenter aujourd'hui d'un programme minimum serait illusoire et préparerait de nouvelles déceptions et une victoire inéluctable de Le Pen. D'ailleurs, ne faut-il pas voir dans la modestie de l'accord programmatique de 1936, non seulement une force qui a permis de dynamiser des secteurs de la population qui auraient été effrayés par des réformes de structures trop importantes mais aussi une faiblesse. Cette faiblesse va permettre à Blum de décider la pause dans les réformes et la non-intervention en Espagne, conduisant progressivement à un changement de politique, à l'élection du radical Daladier à la présidence du Conseil avec le soutien de la droite. Il pourra alors détricoter l'ensemble des progrès sociaux de 1936, et il faudra attendre le CNR où les communistes jouaient un rôle majeur pour les relancer en 1945.

Enfin, je lis ou j'entends ici ou là que le Front populaire a permis la reconstruction de la gauche et que cela devrait donc être notre objectif aujourd'hui. C'est vrai mais en 1936, cela n'a jamais été un objectif en soi mais une conséquence, d'ailleurs le mot gauche n'est pas utilisé à l'époque et justement on lui préfère celui de populaire. Car si le Front populaire est pour les communistes une rupture avec la ligne classe contre classe, ils ne font pas de références à la gauche dont la dernière expérience étaient alors celle du Cartel des gauches réunissant socialistes et radicaux en 1924, expérience qu'ils avaient condamnée. Alors oui, il faut reconstruire la gauche mais par la mobilisation populaire et non par des discussions de sommet.

Si l'on doit comparer les deux époques, les différences sont telles qu'il faut se limiter à une affirmation générale : Nous avons besoin comme en 1936 d'une stratégie de repolitisation populaire pour affronter la droite et l'extrême-droite et combattre l'hégémonie du parti socialiste sur la gauche. Nous parlons de Front populaire et citoyen, et nous avons raison de faire résonner les mots avec ceux de 1936, mais il faut faire du neuf. Sans mobilisation politique des catégories populaires, il n'y aura pas de victoire contre la droite et l'extrême-droite. L'enjeu d'aujourd'hui est non pas l'affrontement physique avec les fascistes mais celui d'une lutte idéologique sans merci pour que les

couches populaires ne basculent pas massivement vers l'extrême-droite. Car si le FN gagne dans les têtes alors il gagnera dans la rue et dans les institutions. Cela passe par l'expression politique de la colère sociale et non son édulcoration, par des propositions radicales de ruptures et de nouvelles pratiques politiques qu'un parti communiste transformé pourrait engager.

Frédéric Genevée